



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Gouvernement refuse toute hausse du Smic en pleine crise sociale majeure !

La CGT s'était exprimée le 2 décembre dernier en évoquant la posture idéologique des experts du Smic qui refusaient catégoriquement le moindre coup de pouce au salaire minimum et, ce, en-dehors de la revalorisation automatique de 0,99 %.

Nous dénonçons alors la contradiction évidente entre cette sempiternelle position d'experts libéraux prônant le rejet de toute hausse du Smic et les propos du président Macron le 13 avril 2020 relatifs aux salaires trop bas des métiers d'utilité sociale.

Dès lors, force est de constater que le gouvernement a décidé de suivre cette préconisation des experts !

Une nouvelle preuve que la majorité dupe les salariés en prenant des accents grandiloquents sur les bas salaires, tout en s'échinant à bloquer la moindre hausse du salaire minimum.

De plus, avec la perte de 16 % de salaire, inhérente à l'activité partielle, il y a encore plus de travailleuses et de travailleurs rémunérés au Smic ; cette décision politique est particulièrement odieuse et anti sociale.

Avec l'encouragement, il y a plusieurs mois, aux Accords de Performance Collective qui font du salaire l'ennemi de l'emploi, le gouvernement illustre son hostilité à toute ambition salariale alors même qu'il se montre incapable de lutter efficacement pour la défense de l'emploi.

En réalité, l'ennemi du Smic et de l'emploi, c'est le versement de milliards de dividendes aux actionnaires du CAC 40 et les milliards d'argent public distribués aux entreprises sans aucune conditionnalité. Depuis sa création, le CAC 40 vient d'enregistrer son meilleur résultat au mois de novembre 2020.

La CGT réitère son exigence d'un Smic à 1800 euros bruts, alors même qu'on dénombre un million de pauvres supplémentaires.

Elle rappelle également que cette revendication est au diapason des exigences du salariat, comme le prouve l'enquête de la DARES (La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), selon laquelle les Français estiment qu'il faut 1760 euros par personne pour vivre dignement.

Montreuil, le 15 décembre 2020